Commune de CHENAS

Compte rendu de la réunion du conseil municipal du mardi 12 octobre 2010

Nbre de conseillers :

En exercice : 11

Présents : 9

Votants : 9

L'an deux mil dix le mardi 12 octobre à 20 heures, le conseil municipal de la commune de CHENAS, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, salle de réunions de la Mairie sous la présidence de M. Jacques DUCHET, Maire.

Présents : Mmes Isabelle BESSONE, Catherine CHORIER , Marthe LOONIS

MM. Jean-Paul BOUCHACOURT, Yves CABOT, Fernand DESROCHES, Noël GAY, Pascal VAUTIER

Absents excusés : Mme Rachel DARCON-MINVILLE, M. Guy ROLET

Date de la convocation : 7 octobre 2010-

Elue secrétaire de séance : Mme Isabelle BESSONE.

I . Approbation du compte rendu de la réunion du conseil municipal du 14 septembre 2010 : aucune remarque n'est émise et le compte rendu est adopté à l'unanimité et signé.

II. RAPPORT ANNUEL d'ACTIVITE DE LA C.C.R.B : M. le maire donne connaissance du rapport annuel d'activité de la CCRB pour l'exercice 2009. AINSI QUE DU RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE du service d'ELIMINATION des DECHETS MENAGERS ; la loi n 99.586 du 12 juillet 1999 dite loi Chevènement, relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale impose au président d'un établissement public de coopération intercommunale d'adresser à tous les maires des communes membres, avant le 30 septembre de l'année en cours, un rapport annuel d'activité. Ce rapport doit faire l'objet d'une communication par le Maire au Conseil municipal en séance publique, au cours de la quelle les délégués de la commune à l'organe délibérant sont entendus. Cette présentation a été inscrite comme il se doit à l'ordre du jour du conseil municipal.

A cela s'ajoute l'obligation de faire paraître un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets ? devenue effective par le décret n° 2000-404 du 11 mai 2000 ;

M. le maire donne lecture du rapport d'activité de la CCRP qui rappelle , entre autres ,l'origine de la CCRB, ses compétences, son fonctionnement, l'organigramme du conseil communautaire, ses services et le rapport d'activité de chacune des commissions, le compte administratif 2009.

Ce rapport ainsi que celui sur le prix et la qualité du service d'élimination des déchets ménagers , sont tenus à la disposition du public, en Mairie.

III. EMBAUCHE DE PERSONNELS COMMUNAUX.

- Poste d'ATSEM 1^{ère} classe : à compter du 1^{er} novembre 2010 : 14 candidatures ont été reçues en mairie. Il fallait que la personne soit au moins en possession du CAP petite enfance et ou du concours d'ATSEM. 6 candidates titulaires du CAP Petite Enfance ont été retenues et reçues pour un entretien préalable. M. le maire a reçu les candidates en présence des membres de la commission périscolaire qui avaient travaillé sur la réorganisation des services .Aucune candidate n'était en possession du concours d'ATSEM. Il a donc fallu envisager d'embaucher un personnel en CDD. 2 candidates titulaires du CAP petite enfance ont été retenues dès le premier entretien. Le choix final s'est porté sur Mlle Marion CANARD. Afin qu'elle puisse prendre connaissance de son poste, un contrat à durée déterminée d'une semaine, pour besoin occasionnel, a été passé. Un second contrat sera établi pour le reste de l'année scolaire, c'est-à-dire du 1^{er} novembre 2010 au 8 juillet 2011, à raison de 25 H 45 hebdomadaires (temps de travail annualisé) avec une période d'essai de 3 mois. Le poste devra à

nouveau être déclaré vacant pour la prochaine rentrée scolaire. Cependant, Mlle CANARD passe le concours d'ATSEM dans le courant du mois d'octobre 2010. En cas de réussite, elle figurera sur liste d'aptitude au grade d'ATSEM et pourra, si elle donne satisfaction et si elle le souhaite, postuler à cet emploi pour la rentrée 2011.

- ADJOINT d'ANIMATION 1^{ère} classe : seulement 9 candidatures reçues. On demandait pour ce poste le CAP Petite Enfance ou, pour le moins un BAFA. Seule une candidate a pu être retenue à l'issue de l'entretien préalable. Les autres candidates ne possédaient ni CAP, ni BAFA et ne pouvaient donc pas être retenues. Ce poste a été créé à raison de 18 H 17 minutes hebdomadaires (temps de travail annualisé) et le fractionnement de ces heures a sans doute été la raison de la difficulté à trouver une candidate. C'est Mme CHOLLET Agnès de JULIENAS qui a été retenue pour ce poste. Son recrutement a été fait sur CDD d'une durée allant du 1er novembre 2010 au 1^{er} juillet 2011, avec une période d'essai de 3 mois, selon l'article 3 alinéa 1 de la loi 84.53, comme pour le poste d'ATSEM. La déclaration de vacance de cet emploi devra également être faite pour la prochaine rentrée scolaire 2011.

IV - TAXE D'HABITATION transfert de la part du Département : à partir de 2011 les départements ne percevront plus leur part de taxe d'habitation, cette part sera transférée aux communes et aux EPCI.

Ce transfert s'effectue par une reprise du taux départemental via un rebasage des taux votés en 2010 par chaque collectivité. Les abattements appliqués sur la Taxe d'habitation départementale deviendront caduques en 2011 ce qui peut avoir un impact direct sur les ressources des collectivités et sur les impôts du contribuable. En l'absence de délibération, ce sont les taux d'abattement communaux qui s'appliqueront en 2010 sur la part transférée, d'où la nécessité pour les collectivités de délibérer avant le 31 octobre. La recette est constante mais les contribuables perdent les abattements départementaux d'où des hausses allant de 1 à 40 %. Pour compenser ces hausses de Taxe d'habitation pour les contribuables, la collectivité peut voter des abattements supplémentaires mais ceci constitue une perte de recettes nette pour elle. Il s'agit donc de trouver des taux d'abattements moyens pondérés. Dans un premier temps, nous ferons des simulations pour trouver le meilleur compromis. Les services des impôts, le trésorier municipal, ainsi que la C.C.R.B ont réuni les communes pour les informer sur les possibilités d'agir sur les taux des différents abattements et sur les conséquences pour les communes et les contribuables, différents calculs et simulations ont déjà été réalisés.

Cependant, une information de dernière minute communiquée par la C.C.R.B. est que, suite à une réunion en Sous-Préfecture avec Michel MERCIER, les services fiscaux étudient, au plan national, la mise en place de coefficients correctifs à la réforme de la Taxe Professionnelle-Taxe d'habitation, ainsi qu'un report de la date limite de délibération.

V. RETROCESSION DES EQUIPEMENTS DES LOTISSEMENTS COTEAUX DES VIGNES et des FONTAINES : M. le Maire rencontrera M. DUTANG, Président de l'association syndicale des propriétaires du lotissement coteau des vignes 1, mercredi 13 Octobre. Après avoir rencontré M. WOLF, responsable DDT du secteur Nord Beaujolais, pour un « tour des lotissements », il semble que la commune pourrait confier la vérification des équipements publics, voirie et réseaux, à la D.D.T dans le cadre de sa mission ATESAT. Toutefois, M. WOLF a souligné que dans ce cas, tout serait contrôlé y compris les constructions (respect des niveaux et des retraits par rapport à la voirie, respect des permis de construire, du règlement des lotissements etc...) .M. WOLF doit faire passer des documents à la mairie après qu'il ait pris contact avec la Sous Préfecture. M. le Maire pense qu'il est nécessaire de faire une information aux propriétaires des lotissements.

M. le Maire prendra contact également avec M. MOLITOR du SYDER à propos de l'éclairage public des lotissements (certains branchements n'ont pas été réalisés à ce jour).

M. le Maire informe le conseil qu'il a délivré l'attestation de non contestation de conformité pour le lotissement des Fontaines, n'ayant pas été informé à temps des problèmes existants. Il est dommage que la réponse de la présidente de l'association syndicale des propriétaires ne nous a été adressée seulement qu'après une deuxième relance.

Par ailleurs, M. le Maire s'est rendu sur place et a pu constater l'effort qu'ont fait les propriétaires du lotissement coteau des vignes 2 pour remettre les espaces verts en état de propreté. Il n'en reste pas moins que plusieurs arbres n'ont pas repris sans doute par

manque d'arrosage et qu'il faudra obtenir leur remplacement. La question de leur rétrocession sera mise à l'ordre du jour d'un prochain conseil.

M. le Maire donne lecture d'un courrier adressé à MAISONS FLORIOT demandant une nouvelle fois que les terrains soient nettoyés. Un délai a été donné jusqu'au 15 octobre. S'il n'y a aucune réaction de la part de ce lotisseur, un arrêté de mise en demeure sera pris.

Compte tenu du déplacement de la limite nord d'agglomération et suite aux débordements constatés durant l'été à l'occasion d'un orage, M. le Maire pense qu'il serait sans doute judicieux de créer une sortie de ce lotissement sur la départementale avec suppression des buses installées sur le bief mornant. Un courrier pourra être adressé en ce sens au lotisseur.

VI. DEPART De deux PERSONNELS COMMUNAUX à la retraite : Mme LAURENT et Mme GAUTHIER ont demandé leur retraite à compter du 1er novembre prochain. Un repas de fin d'année est habituellement organisé et offert par lui-même et les adjoints pour le personnel et les bénévoles du fleurissement. La date de ce repas est fixée au 15 décembre. M. le Maire propose que tous les conseillers participent à ce repas cette année. Les membres du conseil sont d'accord d'y assister et proposent que chacun participe financièrement ou « matériellement » au repas (un courrier sera adressé à chaque conseiller en ce sens pour qu'il choisisse sous quelle forme il désire participer).

VII. QUESTIONS DIVERSES :

- Règlement d'assainissement. La délibération du 20 juillet 2010 proposant certaines modifications au règlement d'assainissement n'a pas été acceptée par la Sous Préfecture lors du contrôle de légalité. Le conseil municipal est invité à la retirer et à la remplacer. M. le Maire donne lecture du courrier de M. le Sous Préfet faisant part des observations suivantes : au premier paragraphe de l'article 12 du règlement d'assainissement collectif qui rappelle que la PRE est due par « *les bénéficiaires d'autorisations de construire, de lotir, pour les immeubles édifiés ou modifiés postérieurement à la mise en service de l'égout* » il est ajouté que « *les immeubles existants, situés près d'un réseau nouvellement créé ? objet d'une extension d'égout par la collectivité* » en sont également redevables.

Ce nouvel élément n'est pas conforme aux dispositions de l'article L 1331-7 susvisé, selon lequel sont soumis à la PRE « *les propriétaires des immeubles édifiés postérieurement à la mise en service du réseau public de collecte auquel ces immeubles doivent être raccordés* », ni à la jurisprudence intervenue précisément sur ce point (notamment : CAA Nancy le 17 juillet 1990).

Il convient d'ailleurs de rappeler que le cas du raccordement d'une construction préexistante à une création de réseau est régi par les articles L 1331.1 et L 1331.2 du code de la santé publique. Ainsi, dans ce type de situations, la PRE n'est pas demandée mais les frais de branchements sont exigibles dans certaines conditions si la commune a réalisé elle-même les travaux correspondants.

Pour ce motif, la délibération du 20 Juillet 2010 est entachée d'illégalité et M. le Sous Préfet demande son retrait.

Par ailleurs, le règlement modifié précise ensuite les différentes opérations qui seront soumises à la PRE, dont notamment, selon diverses modalités : les extensions de logements, de foyers et d'hôtels, de bureaux et de commerces, les changements d'affectation, ou encore « *les habitations, bureaux ou commerces qui résultent de la transformation d'autres locaux* ».

De telles dispositions, si elles ne sont pas en soi illégales, devront cependant faire l'objet d'une mise en œuvre adaptée dans le cadre de la délivrance des autorisations d'urbanisme.

Ainsi, il s'agira d'analyser au cas par cas dans ce type de situations, si les conditions précisées par la jurisprudence sont réunies. En effet cette dernière a indiqué de manière constante que la PRE n'était exigible que lorsque les travaux considérés étaient bien « *de nature à induire un supplément d'évacuation des eaux usées* ».

La présente lettre vaut recours gracieux.

M. le Maire invite donc le conseil à retirer la délibération du 20 juillet 2010 et à la remplacer en annulant la modification proposée au paragraphe 12 du règlement d'assainissement collectif.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de M. le Maire et avoir pris connaissance du courrier de M. le Sous-Préfet, prend acte et décide :

-d'annuler la délibération du 20 Juillet 2010

- De proposer une nouvelle délibération après avoir supprimé du paragraphe de l'article 12 du règlement d'assainissement collectif concernant la PRE , la phrase suivante « *les immeubles existants, situés près d'un réseau nouvellement créé, objet d'une extension décidée par la collectivité en sont également redevables* ».

- Services périscolaires : cantine et garderie :
- Demande faite par une famille pour que les tableaux de présence des enfants à la cantine soient également affichés sous le premier préau. M le Maire dit que les familles savent que ces tableaux sont affichés à la porte de la cantine et qu'elles peuvent les consulter à tout moment pour vérifier la présence de leur enfant. Ces tableaux sont rectifiés à chaque changement signalé en cours de mois par les familles. Un affichage supplémentaire serait superflu
- Garderie : M. le maire pense qu'il est nécessaire d'adresser à toutes les familles un courrier leur demandant de respecter impérativement l'heure de fermeture de la garderie le soir à 18 h 30. Les agents qui succéderont à Mme LAURENT et à Mme GAUTHIER occupent en effet d'autres emplois qui ne leur permettront pas d'assurer la garde d'un enfant au-delà de cet horaire. Or il arrivait parfois que des familles récupèrent leurs enfants après la fermeture de la garderie d'où un problème de responsabilité pour le maire et pour le personnel qui se trouvait hors de ses heures de travail. Désormais cela ne sera plus possible. Il sera demandé aux parents de prévoir une solution en cas d'empêchement (recours à la famille ou à d'autres parents d'élèves pour prendre en charge leur enfant à la sortie de la garderie).
- Subvention départementale : répartition du produit de la taxe additionnelle sur les mutations à titre onéreux : la somme de 14.345 ,35 € est attribuée à notre commune.
- Courrier de M. PERRUT, député, pour apporter son soutien financier à une association de la commune. M.le Maire a proposé l'APECHE.
- ERDF : M. le Maire a rencontré Mme MENNELLA, interlocuteur privilégié d'ERDF pour notre secteur, le 23 septembre. Lors de cet entretien il a été constaté qu'ERDF, suite sans doute à un oubli, était redevable de la redevance d'occupation du domaine public depuis plusieurs années. La commune pourra donc émettre un titre de recettes au titre des 5 dernières années .M le Maire invite le conseil à prendre la délibération l'y autorisant, soit :

Au titre de 2006 : 164,77 €, 2007 : 170 €, 2008 : 173 €, 2009 : 180 €, 2010 : 180 €. Soit un total de 867,77 €.

Le conseil prend note et mandate M. le Maire pour émettre le titre global correspondant.

- OCCUPATION DE LA SALLE DES FETES à titre GRATUIT pour l'APECHE - séances de cinéma les premiers mardi de chaque mois. M. le maire a répondu favorablement à la demande de l'APECHE sollicitant l'autorisation d'occuper la salle des fêtes chaque premier mardi du mois pour des séances cinéma à destination des jeunes publics et des familles. Un courrier sera adressé au président de cette association pour vérifier qu'un contrat d'assurance R.C. a bien été souscrit . Egalement, il ne faudrait pas que les familles considèrent ces séances comme des heures de garderie et laissent leurs enfants y assister seuls ce qui semble avoir été le cas lors de la dernière séance. Il est nécessaire qu'au moins un adulte accompagne un ou plusieurs enfants (problème de responsabilité des organisateurs et de la Mairie).

- **RAPPORT de l'ONF** : M. le Maire présente le rapport établi par l'ONF pour les bois communaux. La proposition de l'ONF serait, dans un premier temps, de faire borner les parcelles concernées (coût estimé à 6.250 €). Compte tenu de ce coût, la commune ne peut donner suite à cette proposition pour l'instant.
- M. le Maire invite les conseillers à s'exprimer :

.**Pascal VAUTIER** : appelle l'attention une fois de plus sur la divagation des chiens particulièrement au bourg. M. le Maire répond qu'il a reçu plusieurs autres plaintes de passants piétons ou automobilistes à ce sujet et que malgré plusieurs courriers adressés aux propriétaires, aucune amélioration n'a été constatée. Un nouveau courrier sera adressé pour demander aux propriétaires de clore leur terrain dans les meilleurs délais.

.**Fernand DESROCHES** : les agents techniques communaux aménagent actuellement les massifs du parking des écoles : plantation d'arbustes et plantes. Il serait nécessaire toutefois de prévoir l'achat d'environ 4 arbres pour paysager l'espace.

.**Yves CABOT** : a remis les clefs de la salle des fêtes à M.VAUTIER qui assurera avec M. DESROCHES les états des lieux avant et après location et la remise des clefs aux locataires. Il précise par ailleurs qu'il devra s'absenter de la commune et séjourner quelques temps à l'étranger pour raisons professionnelles, mais qu'il n'est aucunement démissionnaire. En conséquence, il demande à être excusé aux réunions de conseil et de C.C.A.S. sachant qu'il pourra être présent à chacun de ses retours à CHENAS . Il continuera d'assurer la mise à jour du site internet de la commune et tous les documents utiles pourront lui être communiqués par mail.

.M. le Maire reprend la parole : M. ROLET étant chargé du bulletin municipal et absent de cette réunion, demande que chaque responsable de commission communale travaille à la rédaction d'un bref compte rendu d'activité pour le prochain bulletin municipal. Le retour des articles est demandé pour le 15 novembre dernier délai.

Il donne un compte rendu de la dernière réunion de l'association ACC qui s'est tenue le 11 octobre. Les équipes ont été constituées pour le montage et démontage du chapiteau pour le marché de Noël du 3 décembre.

La cérémonie commémorative du 11 Novembre est prévue à 11 H 30 Place de la Mairie et sera suivie d'un vin d'honneur offert par la municipalité à la salle des fêtes. La présence de tous les conseillers est vivement souhaitée. Une invitation sera adressée aux présidents d'associations et aux enseignantes, ainsi qu'aux Pompiers.

La prochaine réunion du conseil municipal est programmée pour le 9 Novembre.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est déclarée close à 22 H 50.